



Conflits, espoirs et réflexions

Trois mots suffisent peut-être à circonscrire, en cet automne 2003, les axes des activités du programme pour la paix et la sécurité internationales (PSI). Plus que jamais les reportages des tragédies qui frappent le Moyen-Orient, l'Afrique et de trop nombreuses autres régions, envahissent les écrans et journaux. Les médias couvrent inlassablement des situations de souffrances intolérables et la saturation de l'esprit par trop d'images télévisées tend à banaliser l'événement et occulter la réflexion.

Au-delà du drame au quotidien, la communauté internationale mais aussi les groupes et des individus refusent la résignation et s'emploient à reconstruire des dommages trop vite qualifiés d'irréversibles. Les forces canadiennes appelées à se déployer en Afghanistan vont ainsi contribuer, malgré les dangers inhérents à la mission, à maintenir une tradition d'espoir. Les milliers de Canadiens et Canadiennes qui, individuellement ou dans des organisations, œuvrent déjà ou se rendront dans tous les continents pour apporter, dans le cadre de leurs moyens, un peu de réconfort, contribuent également à ce refus collectif de la déraison et de la fatalité.

une sensibilité à cette insécurité mondiale, mais elle a surtout celui de favoriser l'analyse et la recherche dans un champ d'étude qui s'appréhende, à l'évidence, par l'apport scientifique de multiples disciplines.

En cette année de nouvelles turbulences, le Moyen-Orient et la péninsule coréenne retiendront surtout, comme aires géographiques, notre attention. Toutefois, le programme maintiendra l'analyse, entreprise depuis de longues années, des multiples dimensions des forces de maintien de la paix et plus particulièrement, de l'action canadienne

reconnue en ce domaine. Comme directeur scientifique de la chaire en gestion de la défense, chaire qui est rattachée au PSI, le professeur Jean-Sébastien Rioux entreprendra une recherche nouvelle sur le processus de déploiement des interventions du Canada en Afrique. Nous conseillons également à nos lecteurs de consulter attentivement le site sur le maintien de la paix entretenu et mis à jour par le PSI (www.iqhei.ulaval.ca).

D'autres groupes de recherche, et l'organisation d'activités plus ponctuelles, mettront à contribution des collègues et des étudiants des facultés de droit et de management ; des départements de géographie,



Les médias couvrent inlassablement des situations de souffrances intolérables...

À une échelle bien modeste, l'équipe du Programme pour la paix et la sécurité internationales, a pour objectif de structurer



d'histoire, d'économie et bien sûr de science politique. La gamme des propositions de recherche et des interventions publiques est très étendue ; ce bulletin en témoignera. Le concept de « sécurité » est désormais plus englobant qu'autrefois et laisse ainsi plus de place aux personnes désireuses d'apporter une contribution ou de manifester leurs intérêts pour les questions de sécurité internationale. Le Programme pour la paix et la sécurité internationales n'est pas exclusivement ouvert aux universitaires ; toutes les personnes de l'extérieur sont également les bienvenues. N'hésitez pas à nous communiquer vos intérêts, vos expériences et qualifications, et contactez le programme à l'adresse suivante : PSI@hei.ulaval.ca

Bonne session et
bonne année universitaire. ■

Gérard Hervouet
Directeur du Programme Paix et sécurité internationales

Sécurité nationale et terrorisme religieux :

Paradoxes et dilemmes de la politique américaine

T. Jeremy Gunn, Senior Fellow, Law and Religion Program, Emory University, Atlanta.

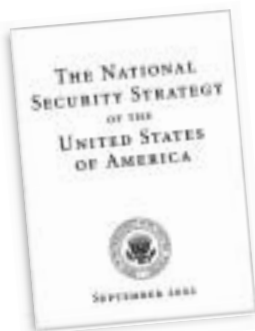
Au cours des dix dernières années, la religion est devenue de plus en plus présente dans les conflits nationaux et internationaux. La religion peut servir à ébranler la sécurité de l'État autant de l'intérieur que de l'extérieur. La liste d'exemples continue de s'allonger : Irlande du Nord, Inde, Pakistan, Inde-Pakistan, Kosovo, Bosnie, Nigéria, Israël-Palestine, Sri Lanka, Indonésie et Soudan. Nous n'avons pas besoin de croire que la religion est la principale cause des conflits, ni d'ignorer la façon dont la religion est cyniquement manipulée afin de servir d'autres objectifs pour se rendre compte qu'elle a l'extraordinaire pouvoir de provoquer et d'aggraver les conflits. Car si un conflit armé atteint des valeurs religieuses profondes, il a la capacité d'encourager les gens à faire preuve d'un héroïsme spectaculaire ou à provoquer un carnage effroyable.

En août 1996, cinq ans avant les attentats du World Trade Center et du Pentagone, Oussama ben Laden lançait une « déclaration de guerre contre les Américains qui occupent la terre des deux mosquées ». Ce lourd pamphlet commence et se termine par un éloge d'Allah. Il est empreint non seulement de citations du Coran, mais aussi des paroles d'une longue tradition d'érudits musulmans. Les Musulmans sont décrits comme un peuple ayant été plusieurs fois victimes d'attaques brutales par une « alliance sioniste croisée ». Les gouvernements des territoires musulmans sont critiqués pour avoir supprimé la libre expression, intimidé leur propre peuple,

montré un mépris profond pour la pauvreté de leurs propres territoires et fait cause commune avec les ennemis de l'Islam. Oussama ben Laden cite Ibn Taymiyyah, le célèbre érudit de tradition

**Les Musulmans sont décrits
comme un peuple ayant été
plusieurs fois victimes
d'attaques brutales par une
« alliance sioniste croisée ».**

Hanbali de la fin du XIII^e s. et du début du XIV^e s., lequel a rédigé son œuvre à l'époque où les envahisseurs mongols de l'Est ont conquis et occupé ce qui était alors la capitale du monde islamique, Bagdad, et où les Croisés entreprenaient leur neuvième mission pour s'emparer de Jérusalem. Ibn Taymiyyah, tout comme Oussama ben Laden, a conseillé aux Musulmans de mettre leurs différences de côté et de se battre ensemble pour Allah afin de défendre leur religion. La déclaration de 1996, ainsi que celles faites par Oussama ben Laden par la suite, sont empreintes de rhétorique religieuse, de rappels historiques d'un Islam attaqué ainsi que d'un appel à l'unification des Musulmans.



En septembre 2002, un an après les attentats du World Trade Center et du Pentagone, le président Bush produisant un document de 30 pages intitulé *La stratégie de sécurité nationale des États-Unis* afin de présenter la nouvelle approche américaine de la sécurité, incluant la lutte au terrorisme. (N.D.L.R. voir le texte de Stéphane Roussel dans le bulletin *Sécurité mondiale*, vol. 1, n° 3 de janvier/février 2002). Bien qu'on y fasse aucune mention d'Oussama ben Laden et d'Al-Qaïda, *La stratégie de sécurité nationale* prend acte de la menace religieuse : « Afin de vaincre cette menace, nous devons employer toutes les ressources dont nous disposons dans notre arsenal : la force militaire, une meilleure défense de notre territoire, l'application des lois, le renseignement, et de vigoureux efforts pour couper les ressources financières des terroristes. » (Introduction non paginée).

Ainsi, les ressources de « l'arsenal » américain, un choix de mots malheureusement révélateur, incluent la force militaire, le renseignement, la police ainsi que les efforts pour couper les ressources financières des terroristes, mais elles *ne permettent pas* « de mieux comprendre pourquoi les attentats ont eu lieu », « d'essayer de comprendre pourquoi autant de gens montrent de la compassion pour Oussama ben Laden » ou de voir « comment les États-Unis pourraient changer leurs propres discours et actions afin d'être moins provocateurs ». La stratégie des États-Unis, telle que formulée, se concentre directement sur l'utilisation de leur arsenal pour capturer et détruire les terroristes.¹

Quels types de religion ?

À la suite des attentats du 11 septembre, les dirigeants du monde entier, plus particulièrement le président Bush

et le Premier ministre Blair, ont fait des efforts notables pour distinguer entre l'Islam en tant que religion de paix et les terroristes qui agissaient en son nom. Alors que de telles distinctions sont aussi importantes que justes, elles font néanmoins l'erreur fondamentale de ne pas reconnaître pleinement la *dimension religieuse* du conflit. En ne comprenant pas leurs ennemis et leur force, les États-Unis prennent le risque d'accroître le danger, qu'ils cherchent justement à contrer.

Plusieurs aspects de la religion sont pertinents à la compréhension de la violence et des affaires internationales. J'en distinguerai trois² qui permettent d'illustrer le principal paradoxe de la *Stratégie de sécurité nationale*, laquelle interprète le problème en utilisant une notion limitée de la religion.

Pour plusieurs, la religion n'est pas une question de choix de croyances ; elle fait plutôt partie d'eux de la même manière que les autres aspects de leur identité comme la race, le sexe, la famille, la langue maternelle et la nationalité.

Premièrement, la religion en tant que croyance. L'aspect de la religion que les Américains, en particulier les protestants, comprennent sans doute le mieux est la « religion en tant que croyance ». Cet aspect de la religion consiste en des croyances en Dieu, la vérité, le péché, la résurrection, la réincarnation, le karma, le châtement divin, la foi, les anges, les démons et les sacrements. La religion en tant que croyance est intimement liée aux formes de culte les plus communes, tel qu'aller à l'église le dimanche, à la synagogue le samedi et prier le vendredi.

Les individus choisissent leurs croyances parmi différentes possibilités, et les gens sont en principe libres de modifier leurs propres croyances et de convaincre les autres de modifier les leurs.



Deuxièmement, la religion en tant qu'identité. Pour plusieurs, la religion n'est pas une question de choix de

croyances ; elle fait plutôt partie d'eux de la même manière que les autres aspects de leur identité comme la race, le sexe, la famille, la langue maternelle et la nationalité³. Selon cet aspect, les individus ne choisissent pas la religion parmi plusieurs doctrines concurrentes ; elle fait plutôt partie d'eux de la naissance jusqu'à la mort. En décrivant les Musulmans de l'Asie centrale, Martha Brill Olcott a observé que « le fait de reconnaître l'héritage islamique était un des éléments, pour les habitants de l'Asie centrale, qui définissait encore leur identité, et ce, même si un individu en particulier ne connaissait presque rien de la religion et qu'il n'avait observé aucun de ses principes ».⁴

Troisièmement, la religion en tant que mode de vie. Pour certaines personnes, la religion représente bien plus que le simple fait d'avoir des croyances et de se rendre toutes les semaines dans des lieux de culte comme des temples, des églises, des gurdwaras, des synagogues ou des mosquées. Pour elles, la religion est la grande force directrice de leurs vies qui décide de ce qu'elles portent, de ce qu'elles mangent (ou ne mangent pas), de ce qu'elles boivent (ou ne boivent pas), du nombre de fois qu'elles prient, si elles peuvent couper leurs cheveux ou leur barbe, si elles doivent vivre sous la supervision immédiate d'un chef religieux, si elles peuvent défendre leurs pays ou leur propre personne et des types de travail qu'elles peuvent effectuer.

La *Stratégie de sécurité nationale* estime que seul un de ces aspects, soit la religion en tant que croyance, est

1 Il est important de noter que la *Stratégie de sécurité nationale* aborde d'autres sujets que le terrorisme. Elle préconise, par exemple, l'augmentation de l'aide financière des États-Unis aux pays qui réforment leur économie pour qu'elle soit davantage efficace, moins corrompue et davantage ouverte au libre-échange.

2 Les individus et les groupes peuvent insister sur un ou plusieurs de ces aspects. Ils ne sont pas mutuellement exclusifs.

3 Le terme « identité » est utilisé ici de la même manière que le sociologue Talcott Parsons utilise le terme « identité imputée ». Bien sûr, chacun de ces aspects peut être formé ou affecté, à différents degrés, par un choix individuel.

4 Olcott, « Islam and Fundamentalism in Independent Central Asia », Yaacov Roi, (dir.), *Muslim Eurasia : Conflicting Legacies*, London, Frank Cass, 1995, p. 21.

pertinent à sa doctrine sur la façon de faire de l'Amérique un pays plus sécuritaire. Ses seules références à la religion sont des énoncés comme : « Les gens du monde entier veulent pouvoir pratiquer la religion de leur choix. » (introduction non paginée) ; « Les États-Unis devraient encourager la liberté de culte. » (p. 3) ; et, « Il faudrait faire des efforts particuliers afin d'encourager la liberté de religion et de conscience... » (p. 4). Le document n'envisage pas la possibilité que les musulmans puissent s'identifier aux autres musulmans non pas parce qu'ils sont d'accord sur la façon d'interpréter le Coran ou le *hadith*, mais plutôt parce qu'ils se considèrent comme des musulmans vivant dans un monde qui semble de plus en plus hostile à l'Islam. La *Stratégie de sécurité nationale* n'envisage pas non plus la possibilité que les musulmans puissent admirer Oussama ben Laden non pour son idéologie, mais plutôt parce qu'il semble avoir consacré toute sa fortune et son mode de vie à l'Islam, tel qu'il le comprend.

Bien que les États-Unis puissent sincèrement croire qu'il y a une différence entre « l'Islam en tant que religion de paix » et le terrorisme, certains musulmans comprennent le message d'une toute autre façon.

Ainsi, la *Stratégie de sécurité nationale* s'interdit de comprendre pourquoi, parmi un milliard de musulmans, plusieurs sont attirés par les paroles d'un barbu, assis par terre à l'entrée d'une grotte et qui défend l'identité musulmane contre les militants. En traitant Oussama ben Laden comme un simple terroriste ignoble qui a des idées malveillantes et non comme un homme faisant appel au discours et à l'imaginaire de l'Islam, les États-Unis sont susceptibles d'aggraver le problème contre lequel ils luttent. Même si les

paroles d'Oussama ben Laden ne vont chercher que dix pour cent du milliard de musulmans dans le monde, et même si la force militaire des États-Unis est capable de le détruire personnellement, il n'en demeure pas moins que 100 millions de musulmans croiront que les États-Unis sont leurs ennemis, et qu'en tuant un homme, ils en ont fait un martyr.

Alliances avec les gouvernements « modernes et modérés » musulmans

La *Stratégie de sécurité nationale* avance qu'elle combattra le terrorisme et qu'elle encouragera la liberté religieuse en appuyant « des gouvernements modernes et modérés, surtout dans le monde musulman... » (p. 6). Le document ne précise pas quels gouvernements « modernes et modérés » du monde musulman encouragent « la liberté de culte ». Si on étudie les actions des États-Unis plutôt que leurs paroles, il serait raisonnable de présumer que, par gouvernements « modernes et modérés », les États-Unis incluent l'Arabie saoudite et l'Égypte et, de plus en plus, les régimes dictatoriaux de l'Asie centrale, y compris, plus particulièrement, l'Ouzbékistan⁵.

Ainsi, la « stratégie de sécurité nationale » prétend à la fois défendre la liberté religieuse et appuyer ces régimes qui sont parmi les moins respectueux des droits de la personne. Si telle est la « stratégie », Oussama ben Laden gagnera sûrement la guerre de propagande auprès de ceux qui vivent sous les soi-disant régimes « modernes et modérés » qui emprisonnent les membres de leur famille et qui épuisent le patrimoine national. Bien que le président Bush considère Saddam Hussein comme son ennemi, les musulmans sont plus susceptibles de voir les musulmans de l'Iraq être victimes du pouvoir des Américains. Robert Fisk, journaliste britannique et correspondant au Moyen-Orient pour *The Independent*, est plus direct : « M. Bush continue de faire exactement ce que ses ennemis veulent qu'il fasse, soit provoquer les musulmans et les Arabes, louer leurs ennemis et diaboliser leurs pays, bombarder et imposer un blocus sur l'Iraq, apporter un soutien non critique à Israël et

continuer d'apporter son soutien aux dictateurs du Moyen-Orient. » (27 mai 2002). Bien que les États-Unis puissent sincèrement croire qu'il y a une différence entre « l'Islam en tant que religion de paix » et le terrorisme, certains musulmans comprennent le message d'une toute autre façon.

La *Stratégie de sécurité nationale* échoue donc de deux façons importantes en matière de religion et de violence. Premièrement, elle n'admet pas que plusieurs individus de ce monde s'identifieront à Oussama ben Laden en raison de ce qu'ils sont (et non de ce qu'ils croient). Deuxièmement, en louangeant ou en approvisionnant leurs oppresseurs, les États-Unis s'attirent davantage d'ennemis musulmans qu'ils ne peuvent en détruire avec leur arsenal imposant de bombes, de missiles, de chars d'assaut et d'avions à réaction. Dans un article du *Foreign Affairs* (novembre/décembre 1998), Bernard Lewis analysait une autre des déclarations d'Oussama ben Laden sur le Jihad. Il concluait son article en disant que « visiblement, l'Ouest doit se défendre par tous les moyens efficaces possibles. Par contre, en élaborant des stratégies pour combattre les terroristes, il serait sûrement utile de comprendre les forces qui les motivent. » (p. 19). Bien que des milliers de personnes aient perdu la vie, les États-Unis ne semblent toujours pas comprendre les forces déployées contre eux. Avec de telles « stratégies », seules des victoires à la Pyrrhus peuvent être remportées. ■

Sécurité mondiale

► Rédacteur :

Jean-Sébastien Rioux

Chaire de recherche du Canada en sécurité internationale

► Publiée par :

Le Programme

Paix et sécurité internationales

(**Gérard Hervouet**, Directeur),

Institut québécois des hautes études internationales (IQHEI) Université Laval

► Supervision éditoriale :

Claude Basset

► Conception et réalisation graphique :

Alphatek

Le bulletin *Sécurité mondiale* est

accessible sur Internet à l'adresse suivante :

www.ighei.ulaval.ca

Pour informations : (418) 656-7771

⁵ On retrouve le « discours » des États-Unis dans les *Rapports annuels sur la liberté religieuse internationale* du Département d'État, lesquels identifient clairement une vaste gamme d'abus de liberté religieuse de ces pays.